

6^e Forum mondial de l'eau : l'enjeu public

En mars 2012, quelques semaines avant l'élection présidentielle, se déroulera à Marseille le 6^e Forum mondial de l'eau. On attend plus de 30 000 participants qui, une semaine durant, vont échanger et débattre.

Le leitmotiv de ce rassemblement : « **l'accès à l'eau est un droit fondamental** » côtoie l'omniprésence des multinationales qui gèrent à travers le Conseil mondial de l'eau, l'organisation.

Cette présence déjà importante à Istanbul est apparue évidente au lancement officiel du Forum le 2 juin à l'Élysée par Nicolas Sarkozy.

La Région PACA a choisi de participer à ce congrès. Elle l'a fait en séance plénière par le vote d'un rapport que je tiens à votre disposition.

La Région a décidé :

- *de participer au Forum mondial de l'Eau en veillant à ce qu'il soit un forum où chacun doit trouver sa place et où toutes les sensibilités doivent pouvoir s'exprimer, notamment dans le cadre d'un forum alternatif auquel la Région apportera son soutien ;*
- *et à cet effet d'adhérer au GIP « Comité international du Forum mondial de l'Eau » ;*
- *d'approuver la convention constitutive d'un groupement d'intérêt public constitué dans le domaine de l'environnement « Comité International du Forum Mondial de l'Eau » ainsi que son avenant, dont un exemplaire est annexé à la délibération ;*

Ce faisant, nous avons pris l'initiative d'annoncer **le forum alternatif** ce qui, pour les élus du groupe Front de Gauche, était la condition à notre vote positif.

Intervenant au nom du groupe que je préside (intervention à votre disposition), j'ai souligné notre volonté d'être partie prenante du forum alternatif mais aussi de la préparation du 6^e Forum mondial de l'eau par un grand débat organisé dans toute la région avec ses habitants.

Ce débat doit déboucher sur des propositions concrètes présentées au forum alternatif mais aussi au forum mondial.

Notre participation au forum officiel se fera avec nos propositions pour que l'accès de tous à une eau de bonne qualité soit un droit garanti :

- L'inscrire dans les constitutions nationales et au niveau international ;
- Gérer et protéger les ressources contre les pollutions agricoles, industrielles et la surexploitation ;

- Réaliser ou réhabiliter les infrastructures nécessaires partout, et pas seulement là où cela est rentable ;
- Veillez au respect des normes de qualité partout dans le monde ;
- Mettre en place une tarification progressive avec une première tranche « vitale » gratuite ;
- Promouvoir les alternatives de techniques de production d'eau et d'assainissement (récupération d'eau de pluie, recyclage des eaux usées, lagunage, récupération de l'humidité dans l'air, de la rosée du matin, pompage manuel, à énergie solaire...) ;
- Anticiper les effets du réchauffement climatique : inondations, sécheresse, salinisation de l'eau douce ;
- Arbitrer les conflits d'usage, l'agriculture productiviste prônée par la PAC, qu'il faut réformer, étant le premier utilisateur et le premier pollueur ;

Tout ceci exige :

- Le maintien ou le retour à un service public de l'eau, avec une information pertinente aux citoyens permettant un vrai contrôle démocratique, pour contrer les effets néfastes de toutes les formes de privatisation :
 - Gestion à court terme au mépris de la préservation de la ressource ;
 - Gestion marchande dans le seul intérêt d'augmenter les dividendes des actionnaires ;
 - Opacité, surfacturation, corruption, financements occultes ;
 - Disparité de la qualité des services et des prix payés par les usagers...
- L'arrêt des initiatives européennes en faveur de la privatisation du secteur et de sa politique de paiement du coût total de l'eau par les utilisateurs.
- La mise en place d'une gouvernance mondiale de l'eau, sous l'autorité de l'ONU, pour remplacer la direction actuelle du Conseil Mondial de l'Eau.

Ce forum alternatif sera aussi un grand moment d'échanges et de rencontres avec des militants associatifs, syndicaux, politiques, des élus, de nombreux pays. Cette occasion de mettre en commun, de s'organiser, doit être évidemment saisie et utilisée.

Avant le vote de ce rapport, le débat à l'intérieur de la majorité a montré les différences d'approches. Il s'est soldé par des votes différenciés ou seuls le PS et le Front de Gauche ont voté pour, la droite s'abstenant, le Fn et Europe-Ecologie votant contre !

Ce rapport fait suite à un engagement du Conseil régional sur les questions de l'eau : mission eau, prise en main du canal de Provence, intervention forte dans les parcs naturels, les « sage », les contrats rivière et maintenant **mise en place de la Maison de l'eau et de l'énergie** : outil mis à la disposition des collectivités (mairie et agglomération) mais aussi des associations pour mener la bataille de la gestion publique de l'eau et de l'assainissement : aide juridique, technique et politique pour cette réappropriation.

Dans notre région, près de 50% des communes arrivent en fin de délégation de service public d'ici 2014, certains qui ont entamé le processus se heurtent à l'absence de conseil indépendant ainsi qu'à la pression des majors (Véolia omniprésent dans la région et Suez). Cet engagement ajouté à notre participation au Forum mondial de l'eau place le Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur comme un élément de poids dans cette bataille.

Gérard PIEL

Conseiller régional

Président du groupe Front de Gauche